



## Chili: «Ils nous ont tant volé, qu'ils nous ont même pris notre peur»

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 24 octobre 2019

[Politis/CADTM](#) 23 octobre 2019

*Forces Spéciales de Carabiniers tirant sur les manifestants, Plaza de los Héroes de Rancagua, 20 octobre 2019. Cc Wikipedia*

L'important soulèvement populaire initié contre l'augmentation du coût de la vie et les inégalités sociales ne faiblit pas, malgré une répression sans précédent depuis la dictature.

Alors qu'[en Équateur une insurrection populaire](#) menée par le mouvement indigène a mis fin à une mesure économique imposée par le FMI impliquant une hausse spectaculaire du prix du carburant, et par conséquent des prix des aliments, le président du Chili, parfois surnommé le « Berlusconi Chilien », se voit contraint de renoncer à une hausse du prix des transports face à la contestation. Pour la première fois depuis la fin de la dictature, le gouvernement recourt à l'état d'urgence et l'armée se déploie dans tout le pays, déterminée à mater la révolte en cours contre le modèle néolibéral des *Chicago boys*.

Le Chili entre dans une période insurrectionnelle dès le 18 octobre. Ce jour, des actions d'« évasion massive » [acte de protestation des étudiants qui consiste à passer en masse au-dessus des portiques afin de ne pas payer le métro] [\[1\]](#) se multiplient et imposent l'interruption de l'ensemble du service. La colère de la population estudiantine s'intensifie alors contre une hausse, de 800 à 830 pesos, du prix des tickets de métro à Santiago, suite à une première augmentation de 20 pesos en janvier dernier. Dotée du réseau le plus étendu (140 km) d'Amérique du Sud, le métro de la capitale chilienne transporte quotidiennement environ trois millions de passagers sur les sept millions d'habitants que compte la ville.

### Extension du domaine de la lutte

Le président Sebastián Piñera, une des cinq personnes les plus riches du Chili avec une fortune débutée sous la dictature - actuellement estimée à 2,8 milliards de dollars d'après la revue Forbes [\[2\]](#) -, finit par céder. Le 19 octobre, il annonce l'annulation de la hausse du prix du titre de transport du métro et des bus *Transantiago*, mesure qui avait provoqué, dès son annonce le 6 octobre, un vaste mouvement de contestation dans le pays. Mais cette concession de Piñera arrive bien tardivement : l'augmentation de 30 pesos n'était que la goutte qui a fait déborder la colère populaire et le slogan « Ce n'est pas pour 30 pesos, c'est pour 30 années » (« *No es por 30 pesos, es por 30 años* ») exprime l'exaspération du peuple chilien vis-à-vis des contre-réformes néolibérales antisociales maintenues depuis la fin de la dictature. Dépassé par les événements, il décide le même jour de faire descendre les militaires dans la rue, de quoi souffler sur les braises d'un conflit en pleine propagation. En

effet, le déploiement de l'armée dans les rues de la capitale où l'état d'urgence avait été déclaré avant d'être étendu durant la nuit à deux autres régions, Valparaíso (centre) et Concepción (sud), a provoqué une vive émotion dans un pays traumatisé par la dictature militaire d'Augusto Pinochet (de 1973 à 1990) - décédé en 2006 sans être jugé pour ses crimes qui ont laissé plus de 3 200 morts et disparus et 38 000 torturés [3].



*Hélicoptère de l'Armée chilienne survolant Santiago pendant l'état d'urgence, 19 octobre 2019. Cc Wikipedia.*

L'armée se déploie jusque dans onze autres régions où l'état d'urgence sera déclaré lundi, tandis que la révolte s'étend comme une traînée de poudre. Le slogan « *Piñera cagón, me paso por la raja tu estado de excepción* » [« Piñera enfoiré, je me fous de ton état d'urgence »] résonne dans tout le pays. D'immenses *cacerolazos* (concerts de casseroles) font descendre des quartiers entiers dans les rues, de multiples barricades s'érigent et les rassemblements se multiplient dans les principales villes pour exiger le retrait des militaires et l'abrogation immédiate de l'état d'urgence. En outre, les revendications des manifestants se sont élargies à la contestation d'un modèle économique de privatisation asphyxiant la vie quotidienne et réduisant le citoyen à un simple consommateur : l'accès à la santé, à l'éducation, l'eau ou l'énergie (la facture d'électricité a augmenté de 10 % en septembre) relèvent presque uniquement du secteur privé et le système de retraites par capitalisation créé en 1982 sous Pinochet propose dans la plupart des cas une retraite inférieure au salaire minimum de 301.000 pesos (371 euros).

Le modèle économique chilien, laboratoire du néolibéralisme sous l'égide des *Chicago Boys*, est imposé sous la dictature et sera peu modifié sous le régime démocratique qui n'a d'ailleurs pas changé la Constitution depuis lors. Tant admiré pour sa stabilité économique,

Le Chili est aujourd'hui un des pays les plus inégalitaires au monde d'après l'OCDE. Selon les Nations unies, 1 % des Chiliens les plus riches détiennent plus de 25 % des richesses du pays.

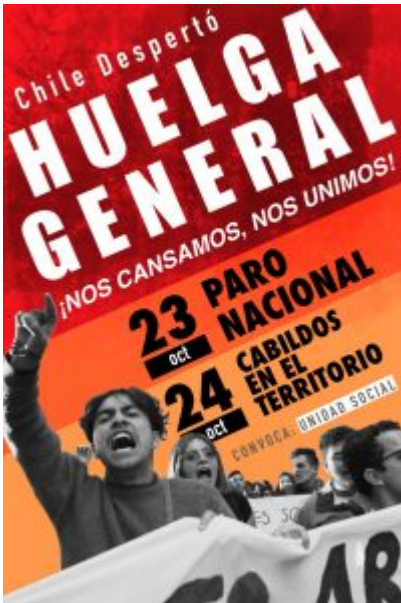


*Péage de la Route 78 dans la comuna de Peñaflores, détruit le 19 octobre 2019. Cc Wikipedia*

Plus de 13 morts et 88 blessés par arme à feu

Malgré la présence de plus de 9 500 militaires entourés de chars patrouillant les rues de la région métropolitaine ainsi qu'à Santiago où le commandement de la capitale a été remis au général Javier Iturriaga, la population démunie est allée dépouiller des supermarchés, et dans la nuit, plusieurs personnes sont mortes dans des incendies, comme au *Lider*, de la chaîne étasunienne *Walmart*, à San Bernardo en banlieue sud de la capitale. Les locaux du plus grand quotidien chilien, *El Mercurio*, réputé soutenir à l'époque le régime militaire de Pinochet ont été attaqués par les manifestants à Valparaíso et le siège-social de la société *Enel Chile*, géant de l'électricité, a été ravagée par les flammes dans le centre de Santiago. Le bilan officiel du samedi 19 et dimanche 20 octobre, est lourd : huit morts, plus de 65 blessés, près de mille arrestations et une quarantaine de commerces dévalisés.

Les agissements du ministre de l'Intérieur, Andrés Chadwick, membre des Jeunesses militaires sous Pinochet, ont de quoi inquiéter alors que le bilan des affrontements s'alourdit d'heure en heure avec dorénavant plus de 13 morts et 88 blessés à l'arme à feu à déplorer selon l'Institut national des droits humains (*Instituto Nacional de Derechos Humanos*, [INDH](#)). L'ex-chef de l'État du Chili et présidente de la commission des droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, demande l'ouverture d'investigations indépendantes sur la répression en cours.



Alors que des joueurs de football aussi connus qu'Arturo Vidal (FC Barcelone), Claudio Bravo (capitaine de l'équipe nationale chilienne et gardien remplaçant de Manchester-City) ou Gary Medel (vainqueur de la Copa América 2014 et 2015) appellent les dirigeants à écouter enfin le peuple ; que de nombreux artistes soutiennent la colère populaire, telle la chanteuse chilienne Anita Tijoux qui encourage les concerts de casserole avec son nouveau clip devenu viral, *cacerolazo* [4] ; que pour les Pussy Riot, les manifestants du Chili représentent une belle inspiration et une leçon pour les peuples du monde devant l'injustice des riches, le président multimillionnaire Piñera, entouré de militaires, déclare : « Nous sommes en guerre contre un ennemi puissant, implacable, qui ne respecte rien ni personne ». Ce à quoi Gary Medel réplique : « Une guerre a besoin de deux camps, et ici nous sommes un seul peuple qui veut l'égalité. » [5]

Plusieurs organisations étudiantes, convoquant lundi 21 octobre des assemblées d'urgence dans les universités, appellent à la grève générale. Dans la foulée, une centaine d'organisations regroupées sous l'appellation *Unité sociale du peuple Chilien* ("Unidad Social del Pueblo Chileno"), convoquent une grève générale au niveau national pour le mercredi 23 et jeudi 24 octobre [6]. Tandis que le Chili se réveille au bruit des bottes, un slogan fait son apparition : « Ils nous ont tant volé, qu'ils nous ont même pris notre peur ».



*Dimanche 20 octobre, plus de 20 000 personnes convergent pacifiquement sur la Plaza de Los Heroes. Beaucoup critiquent la couverture médiatique. Cc Wikipedia.*



Voir en ligne : [Politis](#)

Notes :

[1] Voir par exemple une vidéo d'évasion massive : « Nueva evasión masiva : Estudiantes derriban reja del metro Santa Lucia », *La Cuarta*, 17 octobre 2019 :

<https://www.lacuarta.com/cronica/noticia/nueva-evasion-masiva-estudiantes-derriban-reja-del-metro-santa-lucia/417323/>

[2] Sebastián Piñera occupe le 804<sup>e</sup> place du classement mondial de la liste des milliardaires établi par la revue Forbes : <https://www.forbes.com/profile/sebastian-pinera/?list=billionaires#5270c5aa7a75>

[3] « [Suman 10.000 víctimas más al régimen de Pinochet](#) », Vladimir Hernández, *BBC Mundo*, 18 août 2011.

[4] "Cacerolazo" : La canción de Ana Tijoux dedicada a las protestas sociales, *El Observador*, 21 octobre 2019.

<http://web.observador.cl/video-cacerolazo-la-cancion-de-ana-tijoux-dedicada-a-las-protestas-sociales/> Le clip est également disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=tVaTuVNN7Zs>

[5] Gary Medel : « Una guerra necesita dos bandos y acá somos un solo pueblo que quiere igualdad », 21 octobre 2019, *Tele13*. <https://www.t13.cl/noticia/deportes13/gary-medel-protestas-chile-21-10-2019>

[6] Parmi les organisations de Unidad Social del Pueblo Chileno : Central Unitaria de Trabajadores (CUT), Coordinadora No Más AFP, Asociación Nacional Empleados Fiscales (ANEF), Confusam, Fenpruss, Confederación Coordinadora de Sindicatos del Comercio y Servicios Financieros, Confederación Bancaria, Sindicato Interempresa Líder, Colegio de Profesores, trabajadores portuarios y la Federación de Trabajadores del Cobre y FENATS Nacional. Les organisations qui apportent leur adhésion à cet appel à la grève : la Cones, Confech, Chile Mejor Sin TLC, Cumbre de los Pueblos, FECh y Fenapo.

La source originale de cet article est [Politis/CADTM](#)

Copyright © [Jérôme Duval](#), [Politis/CADTM](#), 2019

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes ([www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre Construcción

européa al servicio de los mercados financieros, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage La Dette ou la Vie, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)